



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Covid-19-des-consequences-lourdes-sur-la-surete>

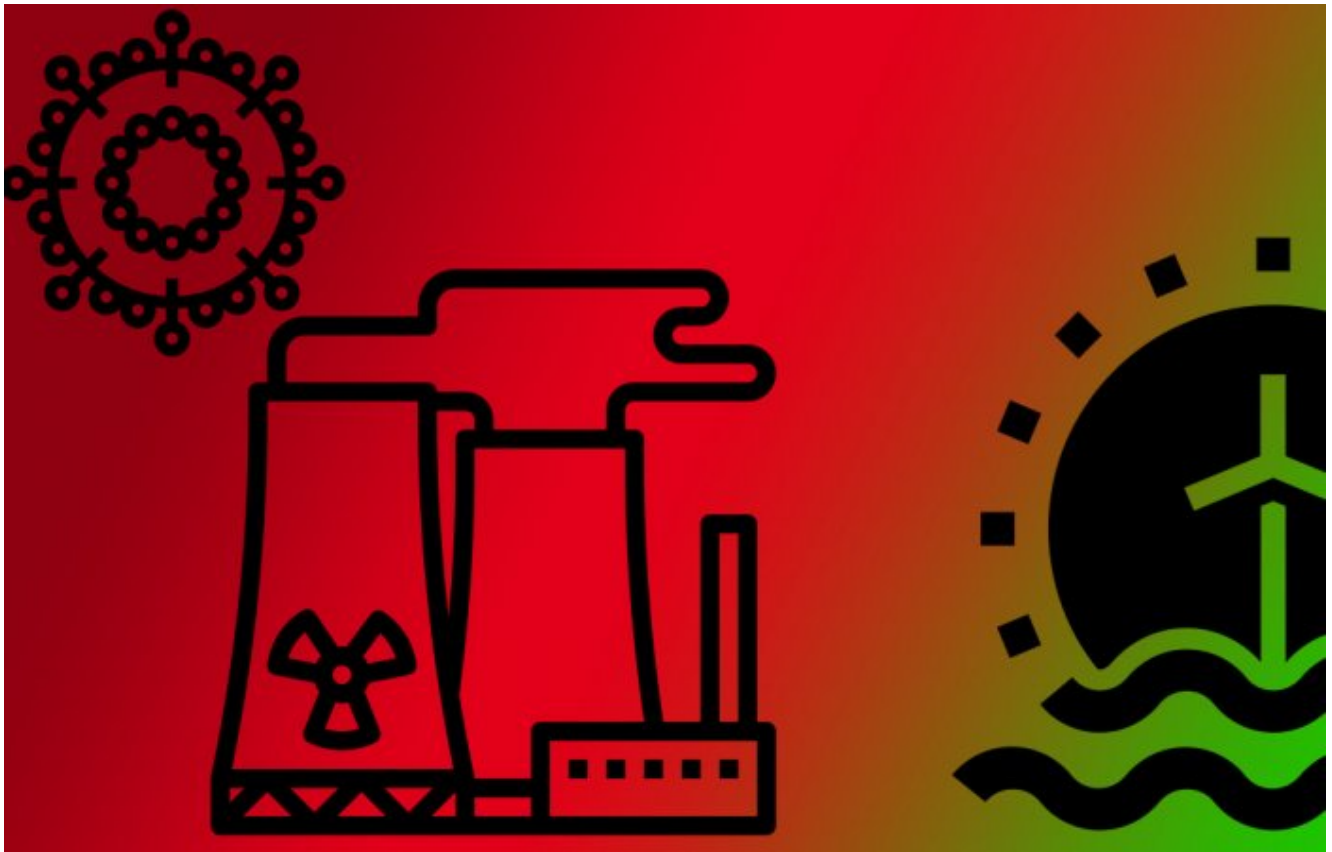
Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Nos dossiers et analyses > Coronavirus et nucléaire > **Covid-19 : des conséquences lourdes sur la sûreté des installations nucléaires, il est temps de changer de système !**

8 avril 2020

Covid-19 : des conséquences lourdes sur la sûreté des installations nucléaires, il est temps de changer de système !

Avec la pandémie du Covid-19, nous vivons actuellement une crise sanitaire mondiale d'une grande gravité, dont l'évolution est toujours en cours. Pour des semaines encore, voire des mois, une grande partie de l'humanité est confinée. Dans l'immédiat, nos pensées vont aux malades, mais également à l'ensemble du personnel soignant, aux personnes vulnérables, précaires, et dont les libertés sont fortement réduites, ainsi qu'à toutes les personnes qui continuent à travailler, en prenant des risques pour leur santé, pour que les services de bases puissent être assurés.



Cette crise accroît d'ores et déjà les inégalités. Mais concernant le nucléaire, elle exacerbe également les différences de traitement dont sont victimes les personnes travaillant dans la sous-traitance, qui doivent continuer à assurer de nombreuses opérations dans des conditions dégradées. L'association Ma Zone Contrôlée a interpellé l'Autorité de Sûreté Nucléaire pour dénoncer une protection insuffisante contre le virus : pas de masques ni de gels, dispositifs de mesure de la radioactivité des mains non nettoyés malgré leur utilisation par des centaines de personnes, promiscuité trop importante pour permettre la distanciation sociale... (voir notre article : <https://www.sortirdunucleaire.org/Coronavirus-quel-impact-pour-les-personnes>)

Si la Direction d'EDF assure qu'elle peut continuer à faire tourner ses réacteurs même avec une part importante d'absents parmi son personnel, cette crise risque d'accroître les problèmes de sûreté que nous dénonçons depuis longtemps. De plus, l'Autorité de Sûreté Nucléaire a désormais suspendu ses inspections directes sur les sites nucléaires, ce qui pose question sur le rôle efficient de cette instance ... Nous continuons à surveiller autant que possible la situation, avec l'appui d'un grand nombre de militant.es vigilant.es. D'ores et déjà, sur certains sites à l'arrêt, des travaux ont été ajournés. Mais la volonté de l'entreprise de maintenir certaines opérations, évidemment le pilotage, mais aussi certains travaux de maintenance pour continuer à faire fonctionner des réacteurs, avec moins de personnes disponibles et dans des conditions dégradées, doit nous interpeller.

Nous espérons vivement qu'aucun incident nucléaire grave ne viendra s'ajouter à cette crise sanitaire. Dans tous les cas, cet épisode doit nous interroger, dans la mesure où il préfigure d'autres types de crises et phénomènes exceptionnels (climatiques notamment) qui pourraient avoir des conséquences sur le parc nucléaire. Dans un monde devenu plus incertain, en finir avec cette technologie dangereuse, complexe et coûteuse devient encore plus urgent.

Notre pays ne peut se permettre de laisser en fonctionnement jusqu'à 50 ans, [comme cela est prévu](#), des réacteurs vieillissants qui nécessiteront de plus en plus de surveillance et de travaux onéreux et exigeants car difficilement réalisables d'un point de vue technique - et ce compte tenu de la tendance

d'EDF à réaliser des économies sur la maintenance ! Passer à un système énergétique plus sûr et résilient, moins consommateur d'électricité, basé sur les renouvelables et décentralisé n'est plus seulement une question de bon sens, mais une nécessité vitale. En Europe, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer les fausses solutions nucléaires avec leurs risques inhérents (contaminations radioactives, accidents, déchets nucléaires, gouffres financiers).

Cette crise aura sans aucun doute des conséquences économiques et sociales de très grande ampleur. Éviter une explosion de la précarité et des faillites en série est vital. Des plans de sauvetage et de relance sont en cours d'élaboration. Nous espérons que la gestion économique de cette crise ne fera pas perdre de vue les urgences environnementales et climatiques, et qu'elle n'aboutira pas à un soutien inconditionnel à des entreprises polluantes, au détriment des alternatives, faisant perdurer ainsi un modèle dépassé reposant sur la surproduction et la surconsommation de biens et de ressources.

Au contraire, cette crise mondiale qui nous plonge dans l'urgence sanitaire nous appelle à un tout aussi urgent changement de paradigme/changement de modèle. Ces dernières années, des secteurs essentiels comme la santé et le soin aux personnes ont vu leurs moyens se réduire, avec les conséquences tragiques que nous constatons actuellement. Dans le même temps, le nucléaire (civil et militaire) a continué à faire l'objet d'un soutien inconditionnel. Ainsi, des milliards d'euros publics ont été accordés au renouvellement de l'arme nucléaire, dispositif censé ne jamais servir... Nous espérons que les mois et les années à venir seront l'occasion d'une prise de conscience éthique et d'un changement de priorités.

Qu'enfin, par exemple, on choisisse d'investir dans les alternatives énergétiques de manière beaucoup plus localisée, plutôt que de continuer à renflouer EDF et lui permettre de poursuivre ses projets périmés de six EPR. Alors que la dette d'EDF est déjà énorme (démantèlement des centrales, gestion des déchets, etc.), il serait indécent que de précieux deniers publics continuent d'être engloutis dans un puits sans fond, plutôt que de servir à la préservation des biens communs : le climat, notre environnement écologique, notre santé... Ce changement de priorités, il nous revient à toutes et tous de l'imposer.

Aux dernières nouvelles

À ce stade (9 avril 2020), on recense plusieurs cas de contamination avérées parmi le personnel d'EDF et les prestataires travaillant en centrale nucléaire à Belleville-sur-Loire (Cher) à Flamanville (Manche) à Cattenom (Moselle) à Bugey (Ain) et à Fessenheim (Haut-Rhin, l'un des départements les plus touchés).

La contamination d'une quarantaine d'agents a été avérée à la centrale nucléaire de Flamanville ou le plan pandémie a été déclenché. La centrale de Gravelines (la plus grande de France) fonctionne pour le moment avec moins d'un tiers de ses effectifs.

À Orano La Hague, le retraitement du combustible usé a été arrêté le mardi 17 mars.

Avec l'explosion du nombre de cas, il devient difficile de savoir pour le moment le nombre exact de personnes contaminées travaillant dans l'industrie nucléaire